



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Nantes, le 17/10/2022

Unité départementale de la Loire-Atlantique
Affaire suivie par : Florian MARCHANT
florian.marchant@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 77 99
N/Réf : N4-2021-1210

La directrice régionale,

Société MONDELEZ

Usine de La Haie Fouassière – Route de Clisson

BP 38

44690 La Haie Fouassière

Objet : Réexamen et mise en conformité au titre de la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à La Haie Fouassière, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale n°3642-3 et du BREF principal FDM 2019. Le périmètre IED correspond au périmètre des installations visées par les prescriptions de votre arrêté préfectoral n°2005-ICPE-181 du 04/07/2005 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 janvier 2006 et du 10 juillet 2012. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 1^{er} décembre 2020 un dossier de réexamen.

Après examen de l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles



Tél : 02.72.74.73.00
Mél : dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326 – 44 263 NANTES cedex 2

la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral. Il convient toutefois de prendre en compte les précisions apportées en annexe du présent courrier.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen, annexées au présent courrier, sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la directrice,

Adjointe au Chef du Service
Risques Naturels et Technologiques



Sophie LAVIGNE

Copie à :

– préfecture de la Loire-Atlantique, bureau des procédures environnementales et foncières ;

Annexe

MONDELEZ – Usine de La Haie Fouassière – Réexamen et mise en conformité au titre de la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

Les précisions suivantes sont à prendre en compte concernant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF FDM applicable à vos installations, au plus tard le 04/12/2023 :

- S'agissant de la MTD n°4, la fréquence de surveillance conforme à l'AM du 27/02/2020 doit être mise en œuvre sur le site à compter du 04 décembre 2023, y compris pour l'azote global et le phosphore total (fréquence de surveillance quotidienne).
- S'agissant de la MTD n°9, l'exploitant doit s'engager à remplacer les fluides R22 et R404a conformément au règlement F-GAS à compter du 04 décembre 2023. En effet, ces 2 fluides ont un potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (ODP) non nul ou un potentiel de réchauffement planétaire (GWP) supérieur à 2500.
- S'agissant de la MTD 14, au regard des résultats des campagnes acoustiques de 2017 et 2020 faisant apparaître des non-conformités à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 (dépassement des émergences en ZER la nuit sur 2 points de mesures et dépassement du niveau sonore maximal admissible en bordure de site la nuit sur un point de mesure), un programme de réduction du bruit est à mettre en œuvre afin de palier aux non-conformités acoustiques.
Par ailleurs, il conviendra de vérifier l'absence de nuisances sonores émises par les TAR (MTD 4.4 du BREF ICS)

Ces éléments sont prescrits dans l'AMPG du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.